

07.10.2020 - 08:00 Uhr

Les effets indirects du COVID-19 mettent en danger les droits des filles



Zurich (ots) -

À l'occasion de la Journée mondiale des filles le 11 octobre, Plan International Suisse, une organisation dédiée aux droits des filles, exprime sa préoccupation quant à la situation des filles dans le monde. Dans le rapport de l'organisation "[Halting Lives : the Impact of COVID-19 on Girls](#)", 95 % des filles interrogées déclarent que la pandémie a eu un impact négatif sur leurs vies. Ces conséquences négatives sont multiples et complexes : les fermetures d'écoles entraînent une augmentation des mariages précoces, des grossesses précoces et de l'excision. La violence sexiste a augmenté dans le monde entier et les filles ne sont pas non plus en sécurité en ligne.

"2020 n'est pas une bonne année pour les filles. Neuf filles et jeunes femmes sur dix interrogées souffrent d'anxiété due à la pandémie de COVID 19. Plus de six filles sur dix ont des difficultés parce qu'elles ne peuvent pas aller à l'école ou à l'université. Pour de nombreuses filles, l'école est plus qu'un simple établissement d'enseignement. C'est un lieu sûr qui les protège souvent aussi de pratiques néfastes telles que le mariage d'enfants ou l'excision", explique Suba Umathevan, directrice générale de Plan International Suisse.

Des fermetures d'écoles aux conséquences dévastatrices

Selon l'Unesco, onze millions de filles ne retourneront jamais à l'école à cause de COVID-19. Ce chiffre alarmant menace non seulement des décennies de progrès vers l'égalité des sexes, mais expose également les filles du monde entier à des grossesses d'adolescentes, à des mariages précoces et forcés et à la violence.

Angelina, 17 ans, du Mozambique, déclare : "Dans ma famille, nous avons toujours été confrontés à des problèmes financiers, mais l'insécurité liée au coronavirus et ses effets sur nos revenus rendent les gens désespérés. Si la génération plus âgée, comme ma grand-mère et mon oncle, avait des informations sur les effets positifs de la scolarisation des filles au lieu de les laisser se marier, la pression sur moi et les autres filles cesserait".

Selon le Fonds des Nations unies pour la population, COVID-19 entraînera des millions de grossesses non désirées, 13 millions de mariages d'enfants supplémentaires d'ici 2030 et deux millions de cas de mutilations génitales féminines qui auraient pu être évités sans une pandémie.

La violence en ligne réduit les filles au silence

Compte tenu de la restriction de la liberté de mouvement due à COVID-19, les réseaux sociaux sont un moyen de communication important et un lieu où les filles et les jeunes femmes peuvent s'exprimer sur leurs droits. Cependant, le dernier rapport de Plan International "[Free to be Online](#)" montre que plus de la moitié des filles et des jeunes femmes interrogées ont été victimes de harcèlement sur les réseaux sociaux. Cette violence en ligne éloigne les filles et les jeunes femmes de ces plateformes de

communication : à la suite de ce harcèlement, une personne interrogée sur quatre utilise moins les réseaux sociaux et 12 % d'entre elles cessent complètement de les utiliser. Les abus en ligne nuisent également aux filles hors ligne : une répondante sur cinq (22 %) a déclaré qu'une amie ou elle-même avait dû craindre pour sa sécurité physique. 44 % des répondantes affirment que les entreprises de médias sociaux doivent faire plus pour les protéger.

Suba Umathevan, directrice générale de Plan International Suisse, déclare : "Ces attaques ne sont peut-être pas physiques, mais elles sont souvent menaçantes, cruelles et restreignent la liberté d'expression des filles. En outre, il est irresponsable de laisser les personnes concernées seules face à la violence en ligne. Ces attaques ont de profondes conséquences sur leur confiance en soi et leur bien-être. De nombreuses filles et femmes passent une part croissante de leur vie en ligne en raison de la crise du coronavirus et de plus en plus ont accès à Internet. Il est temps que les plateformes digitales protègent leurs utilisateurs et optimisent les mécanismes de signalement afin que les auteurs de ces actes puissent être tenus pour responsables".

Plan International Suisse appelle les gouvernements à prendre en compte l'égalité des sexes dans les mesures COVID-19 et à veiller à ce que l'aide atteigne les plus vulnérables de la société.

À propos du rapport "[Halting Lives: the Impact of COVID-19 on Girls](#)"

Ce rapport est basé sur un total de 7 105 enquêtes menées dans 14 pays : Australie, Brésil, Équateur, Égypte, Éthiopie, Ghana, Inde, Mozambique, Nicaragua, Espagne, États-Unis, France, Vietnam et Zambie.

À propos du rapport "[Free to be Online](#)"

Le rapport est basé sur une enquête menée auprès de 14 000 filles âgées de 15 à 25 ans dans 22 pays. Dans le cadre de cette campagne, des filles du monde entier ont écrit une lettre ouverte à Facebook, Instagram, TikTok et Twitter, exhortant les entreprises à créer des mécanismes plus solides et plus efficaces pour signaler les abus et le harcèlement.

Plan International Suisse est une organisation autonome à but non lucratif, qui s'engage en faveur de la cause de l'égalité et des droits des filles dans différentes parties du monde. Par ses programmes, Plan International Suisse crée les conditions nécessaires à la formation, à la sécurité et au renforcement économique des adolescentes et des jeunes adultes. Grâce à son travail de plaidoyer, Plan International a obtenu en 2012 que l'ONU décrète cette journée du 11 octobre comme première journée internationale des filles.

Pour plus d'information et des demandes d'interview:

Michèle Jöhr, spécialiste en communication Plan International Suisse, T +41 44 288 90 54, M +41 79 883 36 67, michele.joehr@plan.ch

Medieninhalte



Plan International / Fiorella Ramos / Peru imposed one of the earliest, strictest and longest lockdowns in Latin America to stop the spread of COVID-19. The country's borders were shut, curfews were imposed, and people could only leave their homes to buy essential goods only. Despite this, the rate of infections continued to rise, and Peru now has the fifth highest number of cases worldwide despite having a population of only 30 million, with poverty and crowded food markets blamed for fuelling the spread of the virus. The lockdown in Peru officially ended on 30th June, but for those under 14 and over 65 the lockdown continues at least until 31st July. However, the schools remain closed, health facilities are overrun, and hundreds of thousands of people have no food or livelihoods anymore. Hunger and poverty have gripped the nation and people are using white flags to appeal for help. / Texte complémentaire par ots et sur www.presseportal.ch/fr/nr/100018128 / L'utilisation de cette image est pour des buts rédactionnels gratuite. Publication sous indication de source: "obs/Plan International Schweiz"

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100018128/100856733> abgerufen werden.